Niveau(x) d'enseignement : f Numéro EDUQ : 8970884
Centre d'intérêt : 080

L'Ecole au service de la classe dominante / Centrale de l'enseignement du Québec. -- [Sainte-Foy] : La Centrale, 1972.
30, [1] p. : ill. ; 22 cm.

Titre de la couv. "Dossier adopté au XXIIIe Congrès de la CEQ" -- P. [4] de la couv. Code : A72-C02. Notes bibliogr. : p. [3].

Vedette(s)-secondaire(s) : Centrale de l'enseignement du Québec

---

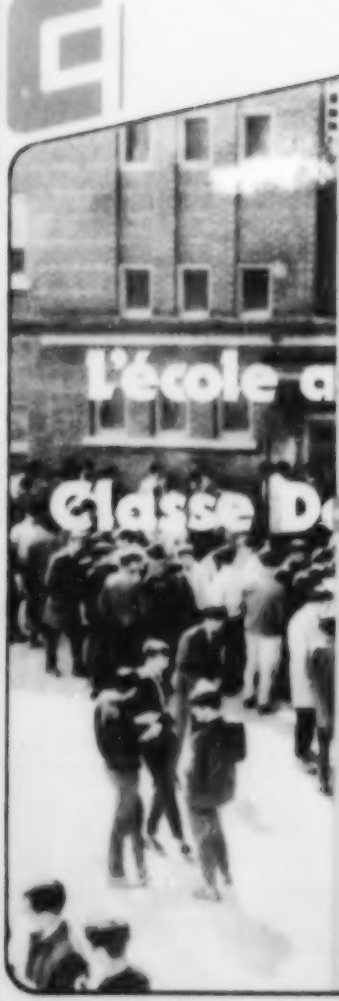
Descripteur(s) : Rôle de l'école • Rôle social • Lutte des classes • Classe sociale • Rôle de l'enseignant

Identificateur(s) de sujet : Capitalisme

Ce document analyse le rôle de l'école dans la société capitaliste. Cet instrument de travail commence par une analyse de la société capitaliste au Québec en 1972. Ensuite, on démontre comment l'école reproduit les classes sociales et transmet l'idéologie dominante. Cette démonstration comprend des exemples tirés d'instruments pédagogiques et de résultats d'enquêtes. On montre aussi comment l'enseignant constitue un rouage de l'école capitaliste. En conclusion, on présente les luttes à mener ainsi que les conditions nécessaires aux enseignants pour les poursuivre. Suivent les décisions prises au XXIIIe Congrès de la CEQ.

Type de document : r

89708844



L'école au service de la Classe Dominante

centrale de l'enseignement du québec

Table des matières

Introduction 4

Une société bâtie sous le signe du profit . 6

L'État 8

La vie qu'on mène 10

L'école reproduit les classes sociales 14

L'école transmet l'idéologie dominante .. 19

Les enseignants 27

Conclusion : Il faut voir clair 30

Décisions 33

Annexe 36

Notes bibliographiques 40

"Il nous appartient d'inventer le vrai métier d'éducateur".

"... identifier clairement nos problèmes, ... clarifier nos intérêts, ... les joindre à ceux de l'ensemble des travailleurs, se solidariser avec eux afin qu'ensemble nous nous mettions à l'oeuvre pour bâtir une société mieux équilibrée, plus équitable, où les moyens de production ainsi que la richesse produite resteraient une propriété collective et répartie entre chacun selon ses besoins."

Livre blanc,

CEQ

Introduction

● L'ECOLE n'est pas neutre

C'est un mythe de croire que l'école est neutre, qu'elle ne transmet que des techniques et des connaissances objectives.

● L'ECOLE est à l'image de la société capitaliste

C'est aussi un mythe de croire qu'à l'école tous les enfants ont des chances égales de devenir des citoyens épanouis, autonomes et responsables.

L'école est à l'image *même* de la société capitaliste, qui ne pourrait se maintenir sans l'exploitation du travail de la majorité par une minorité qui s'approprie les moyens de production et contrôle ainsi le pouvoir politique.

Cette société capitaliste ne pourrait se maintenir non plus sans un contrôle savamment calculé de l'attitude et du comportement de tous, visant à perpétuer l'ordre social exploiteur-exploité.

● L'ECOLE reproduit les classes sociales

Le rôle de l'école dans la société capitaliste est précisément de reproduire les classes sociales en pratiquant une sélection parmi les étudiants. Dans ce contexte, les enseignants armés de bulletins, dossiers, fiches de comportement préparent consciencieusement de futurs exploiteurs, et de futurs exploités.

● L'ÉCOLE transmet l'idéologie dominante

C'est aussi l'école, aidée de l'information et de la publicité, qui est chargée de convaincre fermement tous et chacun de la légitimité de l'ordre social actuel.

C'est parfois grossièrement, mais le plus souvent subtilement, que l'école par ses instruments "pédagogiques" transmet inéluctablement l'idéologie de la classe dominante.

Une analyse de l'école telle que nous la présentons dans ce manifeste n'a rien d'orthodoxe. Nous sommes habitués à faire l'analyse, l'évaluation et parfois la critique des méthodes, programmes et examens en considérant ces moyens comme des pièces détachées qu'on peut repeindre parce que leur couleur n'est plus à la mode. Mais nous n'avons pas l'habitude de nous interroger sur l'objectif final de tout le système d'éducation.

Une telle analyse de l'école ne peut se faire sans poser en parallèle la société qu'elle maintient et reproduit. C'est pourquoi nous faisons précéder notre analyse de l'école d'une brève analyse de la société capitaliste au Québec en 1972. Ces deux parties sont indissociables parce que l'école n'est pas un lieu privilégié à l'abri des contradictions inhérentes au système capitaliste ni des conflits qui en découlent.

Quelques-uns contesteront-ils l'opportunité d'une telle analyse? Ce ne sera qu'une preuve de plus de l'efficacité de l'école capitaliste: elle nous a habitués à croire que l'ordre social actuel est naturel, qu'il est le meilleur au monde. On est dans l'insécurité non seulement si on change quelque chose, mais même lorsqu'on en parle, voire même lorsqu'on y pense! ...

● Cette analyse est embryonnaire

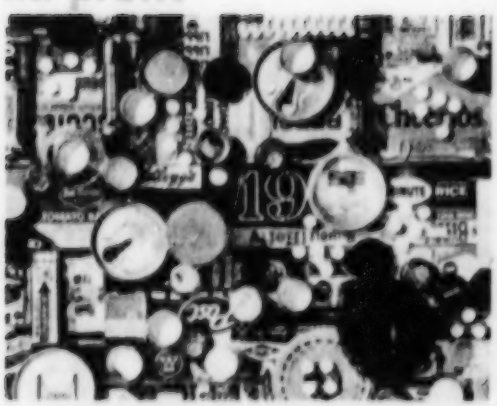
Notre analyse de l'école est embryonnaire, nous le reconnaissons volontiers. Elle se limite à des exemples tirés d'instruments pédagogiques de l'école élémentaire et de l'école secondaire. Il faudrait également regarder de près ce qui se passe dans l'enseignement collégial et universitaire, l'éducation permanente, et les cours télévisés.

Précisons que nous nous en sommes volontairement tenus à l'utilisation d'exemples qui nous ont été fournis par des enseignants ordinaires. Nous croyons cette démarche plus e[illegible] qu'une recherche exhaustive de type universitaire.

● Ce document est proposé [illegible] instrument de travail

Nous comptons que ce docum[illegible]e être utilisé comme instrument de travail par des enseignants qui veulent approfondir la compréhension du rôle de l'école dans la société capitaliste et la compréhe[illegible]on du rôle qu'ils jouent eux-mêmes dans l'école. Il va sans dire que ce documen[illegible]-même peut être critiqué, amélioré, complété.

Une société bâtie sous le signe du profit



Le caractère principal de la société capitaliste est sa division en deux classes dont les intérêts sont opposés. L'une possède les moyens de production, l'autre est obligée pour vivre de vendre sa force de travail.

Le système capitaliste, faut-il le rappeler, repose sur la propriété privée du capital. Mais le capital, c'est quoi? Peut-on dire que ça se limite à la propriété d'actions ou d'obligations? Evidemment, la propriété de ces petits bouts de papier correspond à la propriété "d'autre chose". Cet "autre chose", c'est principalement, les moyens de production (machinerie, usines, bâtiments, équipement nécessaire à la production des biens et services).

La propriété privée des moyens de production par une classe ultra-minoritaire repose sur l'exploitation d'une autre classe, majoritaire celle-là, coupée des moyens de production et obligée de vendre sa force de travail pour vivre.

Le caractère principal de la société capitaliste est sa division en deux grandes classes.

L'une, parce qu'elle possède les moyens de production, détient en même temps le pouvoir économique et par conséquent exerce le contrôle sur toutes les autres

dimensions de la vie sociale. Elle est obligée, pour se maintenir (à cause de la concurrence), de rechercher toujours la maximisation des profits qu'elle tire de l'exploitation de la force de travail.

L'autre, la classe dominée, est obligée pour améliorer son sort, de mener des combats toujours très durs parce que ses intérêts se heurtent à la nécessité impérieuse de la classe possédante de ne pas laisser gruger ses profits.

LES CENTRES DE DÉCISION

Au stade actuel du développement capitaliste, on assiste à une concentration de plus en plus grande des centres de décision, concentration qui accompagne historiquement celle de la propriété privée du capital.

En effet, les centres de décision, dont dépend l'essentiel de la vie des travailleurs, sont de plus en plus éloignés de la base. C'est à Toronto et à New York que se prennent les décisions dont dépendent la production et la consommation de la majorité des Québécois.

Des groupes de plus en plus restreints maîtrisent le capital et disposent de moyens de pression et de conquête sans précédent, pour augmenter sans cesse leurs profits. Ne citons que l'exemple de l'empire I.T.T. (International Telephone and Telegraph) que le Gouvernement paie pour exploiter le travail québécois.

Cette compagnie, la onzième en importance dans le monde capitaliste, opère par l'intermédiaire de plus de 200 filiales. Son chiffre d'affaires en 1970 était de 6.4 milliards de dollars, et son profit de 363.3 millions, volés à 400,000 travailleurs de 67 pays.

Dans sa politique de "How to sell Quebec", le Gouvernement du Québec a accordé une subvention de 19 millions à I.T.T. en plus d'une concession de 26,000 milles carrés de forêt à un prix dérisoire, des taux préférentiels pour l'électricité, de la construction de routes, etc., etc...

"Outre ces concessions matérielles, le Gouvernement québécois a accordé à I.T.T. - Rayonier le privilège de se retirer quand elle le voulait, et ce, sans aucune sanction. Le texte de l'entente se lit comme suit:

"Le Québec et/ou Rayonier ne seront pas en défaut aux termes des présentes et seront libérés de toutes et chacunes des obligations mentionnées aux présentes ou obtiendront un sursis d'exécution correspondant si l'exécution de leurs obligations est retardée, par des circonstances indépendantes de leur volonté ou en cas de force majeure, incluant sans s'y limiter: agitation, civile ou politique, ou émeute, grève ou lock-out, incendies, tempêtes, livraison partielle des matériaux, fluctuations majeures du marché".

En clair, ceci signifie que si d'aventure les colons se révoltent, I.T.T. pourra repartir avec armes, bagages et investissements. Pire: si I.T.T.-Rayonier décide d'ici 1974 que le marché de pâte dissolvante qu'elle compte approvisionner présente des perspectives moins encourageantes qu'aujourd'hui, elle pourra tout simplement mettre fin à son projet de construire une usine de pâte, et repartir comme si rien n'était. Rien ne pourra l'en empêcher". (1)

De plus, I.T.T. recevra de la part du Fédéral la modique somme de 521 millions (2)

2 L'État

L'ETAT AU SERVICE DE LA CLASSE DOMINANTE

- L'Etat obéit aux mêmes intérêts que les capitalistes

L'État est incapable [illegible] car il est là pour défendre les intérêts de la classe capitaliste.

● Il l'a prouvé lors du conflit des secteurs public...

Les travailleurs des secteurs public et parapublic en savent quelque chose. Ce n'est pas par hasard qu'un "Groupe d'hommes d'affaires inquiets" réclamait récemment, au prix de grandes pages de publicité dans les journaux, l'abolition du droit de grève. Ce n'est pas par hasard, non plus, que le Conseil du Patronat s'est empressé de féliciter le Gouvernement Bourassa d'avoir adopté la Loi 19.

Le Ministre des Finances lui-même a avoué que son refus d'accorder le minimum de $100.00 par semaine aux travailleurs "ne visait pas seulement à protéger le budget du Gouvernement. Il avait autre chose à protéger". En effet, comment pouvait - il risquer de se mettre à dos ses alliés et complices naturels en créant le précédent du $100.00 minimum?

Comment aurait-il pu aussi accorder la sécurité d'emploi aux enseignants, tout en tolérant que les capitalistes ferment les usines et congédient massivement les travailleurs lorsque leurs profits diminuent?

L'ETAT GARDIEN DE L'ORDRE ETABLI

● L'État met au service de la classe dominante ses juges, sa police et son armée...

Dans les luttes que se mènent les classes en présence, l'État assume le rôle de gardien de l'ordre établi tout en se donnant de faux airs d'arbitre impartial et de protecteur du bien commun. Cependant, on retrouve cet arbitre impartial armé jusqu'aux dents lorsque les privilèges d'une minorité sont menacés... Exemple: octobre 1970, octobre 1971, avril-mai 1972...

Et ce protecteur du bien commun se montre plus clément pour les grandes compagnies qui polluent l'air et l'eau que pour les syndiqués qui exercent un droit inaliénable, celui de retirer leurs services à l'employeur pour faire prévaloir leurs justes revendications (le droit de grève). On voit que tout vise à maintenir la domination du pouvoir économique.

● L'État paie les pots cassés.

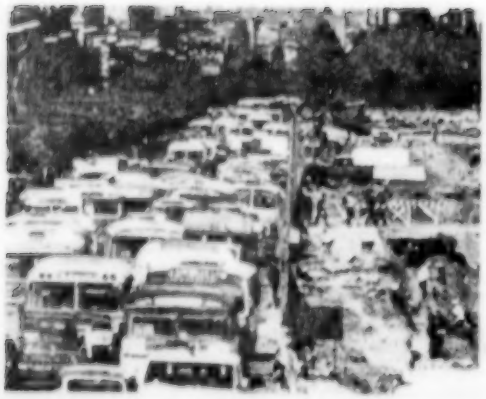
L'État se porte encore à la rescousse de la minorité dominante en organisant l'assistance aux victimes du système. L'assurance-maladie, l'assurance-hospitalisation, l'assurance-chômage, les pensions aux invalides et aux vieillards sont toutes des mesures qui permettent aux capitalistes de remettre entre les mains de l'État les travailleurs non-productifs.

DIVISER POUR MIEUX REGNER

Les travailleurs sont victimes de disparités croissantes dans leurs revenus. Les

écarts entre les plus payés et les moins payés pour une même fonction, le cheap labor des non-syndiqués, et le travail gratuit des femmes jouent en faveur de la classe dominante en entraînant la division des travailleurs et en affaiblissant leur pouvoir de contestation.

La vie qu'on mène



- Tout est organisé pour façonner un producteur soumis et un consommateur aveugle.

On nous répète sur tous les tons que nous vivons dans un pays libre, dans une société d'abondance. On nous fait croire, par des moyens parfois très subtils, que la pauvreté, le chômage et la délinquance c'est la faute des syndicats, des contestataires, des séparatistes, des hippies, ou des paresseux...

Chaque jour l'information, la publicité et l'école tentent de faire croire que l'ordre social actuel est naturel, comme si l'exploitation de l'homme par l'homme était naturelle.

Tout est organisé pour façonner un être humain adapté aux besoins de la société capitaliste: un producteur soumis et un consommateur aveugle. Cette condition est indispensable à la maximisation des profits de la classe capitaliste.

- Même la science est au service du profit.

Toujours soucieuse d'augmenter ses profits, la classe dominante utilise l'évolution des techniques et des sciences en fonction de la production de biens rentables.

biens de consommation individuelle, quand ce ne sont pas des moyens de destruction: bombes, napalm, etc... En même temps, elle s'avère incapable de mettre au service de tous ceux qui les créent, les biens produits. Ainsi combien de travailleurs de la construction vivent dans des taudis même s'ils passent leur vie à construire des habitations luxueuses pour les bourgeois!

Le choix de la production est fait en fonction de la rentabilité immédiate et en réduisant volontairement la durée d'usage des marchandises, pour permettre une production de masse sans cesse renouvelée, source inépuisable de profits. Un exemple récent: la défaite du projet de loi qui devait obliger les fabricants d'automobiles des Etats-Unis à améliorer la durabilité de leur produit. On connaît aussi la publicité qui, étant savamment organisée en vue d'agir sur le subconscient du consommateur, lui fait désirer et acheter ce qui est produit.

En 1965, le coût de la publicité sur la valeur des expéditions était estimé à 8.65 pour cent pour les produits pharmaceutiques et médicaux, 10.85 pour cent pour les savons et nettoyeurs et à 15.22 pour cent pour les produits de toilette.

Cette production de masse polarise l'activité économique et l'utilisation des fonds publics au détriment de la production de biens collectifs indispensables à un bien-être minimum de la classe ouvrière. Ainsi, à Montréal, le maire Drapeau aura eu son Expo, ses Jeux olympiques et l'autoroute est-ouest tandis que les citoyens de Saint-Henri attendront encore la construction de leur hôpital.

- La société capitaliste est une société d'exploitation

Bref, la société capitaliste est par nature:

- une société d'exploitation où les classes dominantes (au Québec, la bourgeoisie américaine et la bourgeoisie anglo-canadienne) et leur valet servil, l'Etat, exploitent le travail des hommes et les besoins des consommateurs pour accroître leurs profits et leur puissance;

- Une société inégalitaire

- une société inégalitaire qui a besoin de différents types d'inégalités pour fonctionner (infériorité des noirs, infériorité de la femme, infériorité du travail manuel par rapport au travail intellectuel, etc.). Au besoin, elle invente de [illegible] des moyens tels les diplômes et le bilinguisme;

- [illegible] société aliénante

- une société aliénante qui concentre le pouvoir entre les mains d'une minorité et maintient les travailleurs dans une situation de subordination et de domination où leur est refusée toute possibilité de responsabilité réelle.

UN ENNEMI COMMUN: LE SYSTEME CAPITALISTE

Toutefois, de plus en plus de travailleurs manuels et intellectuels, de plus en plus d'étudiants, prennent conscience de l'aliénation, de l'exploitation et des inégalités dues au système de production et de consommation de cette société.

Les événements récents ont démontré clairement les limites du syndicalisme d'affaires.

- Les travailleurs identifient de plus en plus clairement leur ennemi commun: le système capitaliste.

Plusieurs ont découvert qu'il est illusoire de penser qu'on peut traiter d'égal à égal à une table de négociation, dans le cadre de lois faites par le pouvoir en place, et en arriver à une entente satisfaisante pour tous.

De plus en plus de travailleurs syndiqués et non-syndiqués découvrent que les patrons, les administrateurs, les gens des pouvoirs publics ont des intérêts différents des leurs, que les positions des deux parties sont inconciliables.

Les travailleurs identifient de plus en plus clairement leur ennemi commun: le système capitaliste.

Certains plus impatients d'en arriver à un changement radical, tentent des actions spontanées et isolées. La plupart de ces actions restent malheureusement sans lendemain et, très souvent, ne servent qu'à justifier l'attitude de plus en plus répressive du pouvoir en place.

- Les luttes isolées restent sans lendemain.

Ces actions isolées, tout comme les améliorations qu'on tente d'apporter en toute bonne foi à ce système, ne parviendront pas à modifier le rapport de force en faveur d'un autre type de développement. Elles ne parviendront pas à faire prévaloir les droits de l'homme sur ceux de la propriété.

- Il faut l'organisation politique des travailleurs à la base, dans leur milieu de travail.

Une solide organisation à la base et la compréhension des mécanismes qui servent à les maintenir dans un état de domination et d'exploitation sont des conditions essentielles pour l'efficacité des luttes quotidiennes que mènent les travailleurs en vue de changer radicalement les rapports sociaux.

Des expériences vécues par des groupes de militants ont démontré qu'il n'y a pas mille façons de développer une solidarité *stable* et *efficace* dans la lutte pour le changement radical des rapports sociaux.

Des comités de toutes sortes ont mené de multiples batailles pour l'amélioration des conditions de vie des travailleurs avec ou sans emploi. Les revendications en vue d'obtenir de meilleurs logements, des parcs publics, des cliniques médicales ou juridiques, etc... permettent une solidarité active, mais qui souvent s'effrite après la bataille, victorieuse ou non.

Or, c'est dans leur milieu de travail que les travailleurs vivent quotidiennement l'exploitation. C'est à l'usine, au bureau, à l'école que leur apparaissent le plus clairement les contradictions du système. C'est pourquoi nous croyons que c'est dans leur milieu de travail que doit se construire l'organisation politique des travailleurs.

● Le milieu de travail des enseignants, c'est l'école

Pour les enseignants, leur milieu de travail, c'est l'école. Or, faut-il le rappeler, l'école n'est pas une oasis de pureté dans cette société que l'on dénonce. Elle est un des rouages essentiels au maintien et à la reproduction des rapports sociaux d'exploitation et de domination. Son rôle consiste justement à préparer une main-d'oeuvre adaptée aux besoins du capital, une main-d'oeuvre abondante, habile et docile.

Il serait inutile que les enseignants aillent donner des leçons d'organisation politique aux travailleurs dans l'usine, qu'ils aillent dénoncer publiquement l'exploitation des travailleurs, la guerre au Vietnam, le racisme, etc... tout en continuant, 8 heures par jour, à reproduire le système sans en prendre conscience.

● Solidaires de la classe ouvrière, les enseignants doivent lutter dans leur propre milieu contre l'ennemi commun

C'est en menant des luttes dans leur propre milieu contre l'ennemi commun, que les enseignants se rendront vraiment solidaires des luttes de l'ensemble de la classe ouvrière.

C'est parce que l'école est le lieu privilégié de la reproduction des rapports sociaux d'exploitation et de domination que les enseignants doivent y mener des luttes.

L'école reproduit les classes sociales

4

LA SELECTION

● Dans son discours idéologique, l'école se dit démocratique. La réalité est différente.

Le Rapport Parent affirme que "les écoles de la province de Québec doivent être accessibles à chaque enfant, sans distinction de croyance, d'origine raciale, de culture, de milieu social, d'âge, de sexe, de santé physique ou mentale. Et ces écoles doivent offrir à tous des services d'une qualité et d'une diversité à peu près comparables afin que l'écolier des régions rurales de Gaspésie ou d'Abitibi ou des territoires non organisés de la Côte-Nord ne soit pas trop défavorisé par rapport au citadin".

Ces propos fort louables ont été repris régulièrement par les ministres de l'Education.

Cependant, la réalité est différente. Les chances ne sont pas égales pour tous. Le hasard peut faire bien des choses mais il ne peut tout de même pas expliquer pourquoi les fils d'ouvriers présentent massivement un retard dans l'apprentissage de la lecture, pourquoi près de deux fois plus de filles que de garçons aban-

donnent leurs études à la fin du cours secondaire, pourquoi seulement 16 pour cent des étudiants de l'UQAM sont fils d'ouvriers, ni pourquoi 90 pour cent des employés du secteur public qui ne gagnent pas $100,00 par semaine sont des femmes (36,000 sur 40,000).

Nous avons choisi l'exemple suivant pour illustrer comment l'école favorise subtilement les enfants familiers de la culture bourgeoise:

> "Lundi, Lise fait la lessive
> Mardi, Lise repasse les robes de sa poupée
> Mercredi, Lise lave les planchers
> Jeudi, Lise fait le tour des boutiques
> Vendredi, Lise se rend chez son professeur de piano
> Samedi, Lise va à la bibliothèque et à la piscine
> Dimanche, Lise va à l'église". (3)

Les images faussement neutres qu'on présente aux enfants de l'élémentaire créent de vaines aspirations d'appartenance à une classe supérieure et contribuent à la désagrégation de la solidarité naturelle des travailleurs.

Pour Lise, petite fille de manoeuvre de l'usine X, la boutique a plus de chance de représenter un atelier qu'un magasin à la mode; Lise n'a sans doute ni piano, ni professeur de piano; elle a peu de chance de connaître l'existence d'une bibliothèque municipale. Le modèle présenté ne correspond pas à l'expérience quotidienne de la majorité des enfants de 1ère année. Pour eux, un tel texte peut ne présenter qu'un faible intérêt et rendre l'apprentissage de la lecture fastidieux, entraînant un retard dans cet apprentissage. On attribuera ce retard au manque de don ou de talent....

Les travaux qu'on demande aux élèves ne correspondent pas, non plus, aux expériences réelles des enfants de milieu ouvrier. Raconter un voyage, une excursion, un pique-nique, etc., etc. relève du domaine de l'imagination ou du rêve pour l'enfant qui demeure dans un taudis, dont le père est en chômage et dont la famille n'a jamais pris de vacances.

Tout au long du cours élémentaire, en véhiculant des images faussement neutres qui créent de vaines aspirations vers une classe sociale supérieure, l'école contribue à la désagrégation de la solidarité naturelle des enfants avec le milieu d'appartenance. Les jeunes adolescents, futurs ouvriers eux-mêmes, auront honte de leur milieu familial.

En même temps qu'elle véhicule un langage et des images qui ne correspondent

pas au réel vécu des enfants, l'école sélectionne.

A l'élémentaire, le Règlement numéro 1 prévoit à l'intérieur des classes la formation de sous-groupes de travail homogènes du point de vue des aptitudes individuelles dans l'une ou l'autre des disciplines fondamentales.

Nous pouvons nous demander si les critères d'évaluation, les mêmes pour tous, ne mesurent pas que des caractères qui découlent du langage véhiculé par l'école, favorisant l'élimination de ceux qui ne sont pas familiers de la culture dominante. C'est ainsi que très tôt se prépare la division des effectifs entre ceux qui poursuivent des études supérieures, d'une part, et ceux qui quitteront bientôt l'école pour le marché du travail, d'autre part.

La sélection se poursuit au secondaire. Le hasard peut-il expliquer le fait que dans les écoles où se trouvent des élèves d'origines sociales diverses on retrouve dans les classes "enrichies" les étudiants familiers avec une certaine "culture" tandis qu'on trouve les enfants de travailleurs, dans les classes "régulières" ou "allégées" quand ce n'est pas à l'enfance inadaptée.

Les résultats de cette division sont clairement illustrés dans les projets scolaires des enfants. Une enquête réalisée par une enseignante d'une école dont les élèves proviennent de quartiers aussi différents que Westmount, Côte-des-Neiges, Notre-Dame-de-Grâce et Saint-Henri donne les résultats suivants:

PROJETS SCOLAIRES DES ÉTUDIANTS
SELON LES ÉTUDES DES PARENTS

Scolarité des parents	Enfants qui désirent aller à l'université	Enfants qui ne veulent pas aller à l'université
Études primaires seulement	26 %	74 %
Études secondaires ou moins	74 %	26 %
Études universitaires	92 %	8 %

Des professeurs qui enseignent dans des écoles où les enfants sont presque exclusivement d'origine ouvrière, remarquent que l'on pousse plus volontiers les élèves, même ceux des classes "enrichies", vers le secteur professionnel que vers le secteur académique.

Et la sélection se fait dit-on scientifiquement: tests de quotient intellectuel, examens, bulletins, promotion, diplômes. Il existe paraît-il une science objective, les statistiques, qui détermine le pourcentage normal de réussite et le pourcentage normal d'échec. Et si l'évaluation faite par les professeurs n'est pas normale, (trop de succès ou trop d'échec) l'ordinateur se chargera de la normaliser...

Après cette "sélection scientifique", on retrouve les classes sociales presque intégralement reproduites. Les enfants d'exploités se retrouvent majoritairement dans la classe des exploités, et les enfants d'exploiteurs majoritairement dans la classe des exploiteurs.

Comme les "dons" et les "talents" justifiant la "réussite" scolaire, les diplômes justifieront la domination d'une classe par une autre.

LA MECANIQUE A GRINCE

"Qui s'instruit s'enrichit", "L'école accessible à tous". C'étaient les slogans de la réforme scolaire. Les étudiants y ont cru. Résultat: la reproduction des classes par l'école a failli être ébranlée. Le sacro-saint équilibre normal et scientifique a failli être rompu.

Même si l'école se dit démocratique, les CEGEP sont officiellement chargés de fournir au système une majorité de travailleurs et une minorité de patrons (lire une minorité d'exploiteurs et une majorité d'exploités).

Voilà les faits tels que décrits dans le rapport du ministre de l'Education de 1968-69: "Le Rapport de la Commission d'enquête prévoyait que 70 pour cent des étudiants des CEGEP s'inscriraient aux options professionnelles et 30 pour cent aux options générales. C'est le contraire qui s'est produit dans la majorité des CEGEP et il est devenu difficile pour certains d'entre eux, non seulement d'ouvrir tel que prévu de nouvelles options professionnelles mais encore de maintenir celles qui existent déjà. Devant l'acuité du problème et en raison de son incidence sur l'avenir économique du Québec, certains CEGEP ont déjà entrepris une campagne d'information auprès de la population et plus particulièrement auprès des étudiants. Une action concertée et une information soutenue rétabliront certainement l'équilibre, mais il faudra sans doute attendre quelques années avant que les CEGEP ne présentent cette stature polyvalente à prédominance professionnelle qui a présidé à leur conception." (4)

L'action concertée et énergique a vite produit des effets.

STATISTIQUES DES CEGEP (5)

Au niveau provincial, distribution des étudiants au Général et au professionnel

Type d'enseignement	1968/1969 Nombre d'étudiants		1969/1970 Nombre d'étudiants	
Général	24,158	68.1 %	28,598	58.2 %
Professionnel	11,350	31.9 %	20,520	41.8 %
Total	35,598	100.0 %	49,118	100.0 %

De 1968-69 à 1969-70, on constate que les inscriptions au général ont diminué de 10 pour cent et que les inscriptions au professionnel ont augmenté d'autant. A ce rythme-là, 3 ans et la répartition voulue sera atteinte.

Rappelons que l'UQAM qui est une université à vocation populaire, ne recrute que 16 pour cent de ses étudiants dans la classe ouvrière.

- L'école reproduit les rapports sociaux de domination d'une classe par une autre: c'est ça que nous contestons

La contradiction est flagrante. Ce que l'école dit d'elle-même ne correspond pas au résultat que nous pouvons observer: la reproduction des classes sociales. Bien sûr, la mobilité individuelle d'une infime minorité servira à la fausse démonstration de la démocratisation de l'école, mais ceci ne changera rien aux faits.

Est-il nécessaire de préciser que nous ne reprochons pas à l'école de préparer des ouvriers. Mais nous constatons qu'elle contribue à reproduire les rapports sociaux de domination d'une classe par une autre. Et c'est ça que nous contestons!

L'école transmet l'idéologie dominante

5

● Le système de valeurs des jeunes est très personnalisé

Une enquête sociologique conduite en mai 1969 par le MEQ, mentionne "il semble que le système de valeurs des jeunes soit très personnalisé; en effet, on s'aperçoit que les cinq valeurs les plus importantes sont des valeurs orientées davantage vers soi (réussir, être éduqué, avoir des amis, être aimé, être à la mode), tandis que les valeurs proprement sociales comme la paix, le progrès, la révolution, la solidarité et la participation sont moins importantes. Les jeunes semblent donc bien intégrés à la culture nord-américaine à cet égard".

Il va de soi que l'école n'est pas le seul agent qui valorise le succès personnel, la compétence, l'honneur. Il est cependant facile de vérifier que l'école joue bien ce rôle.

● L'école favorise l'individualisme et nuit les intérêts de solidarité

Le Rapport Parent décrivait ainsi les fonctions du tuteur "fournir aux écoliers des méthodes de travail, leur indiquer une discipline intellectuelle adaptée à leur âge, souligner la force, le courage, la ténacité, l'ingéniosité, l'honneur nécessaires pour mener à bien leur travail et à l'occasion, établir un parallèle entre ces vertus scolaires et celles qui ont fait les héros et les grands hommes".

LA LOI DE LA JUNGLE

● Le culte des héros, ou la mise en valeur de la réussite personnelle, en faisant assumer par l'individu seul la responsabilité d'un succès, et par conséquent la responsabilité d'un échec, sert utilement à désamorcer la conscience collective.

Une des méthodes utilisées pour justifier qu'une classe domine et exploite l'autre, est le culte des héros.

Un exemple classique est l'idéalisation dont est l'objet le président J.-F. Kennedy. Voici ce qu'on dit de lui dans un manuel d'anglais langue seconde à l'usage des étudiants du secondaire. "John F. Kennedy was born in 1917. He was made an officer in the U.S. Navy. His boat was sunk in the Pacific Ocean. One of his sailors was saved by him... He was killed in 1963... etc..." (6)

Ces données ont l'air neutres et objectives. Il est cependant étonnant de ne pas retrouver des épisodes traitant de la façon dont les Kennedy ont acquis leur fortune (prohibition) ni du rôle que "l'illustre" président a joué dans l'escalade de la guerre du Vietnam et dans la tentative d'invasion de la Baie-des-Cochons.

On reconnaît ici le procédé d'orientation du sens d'un texte par l'omission de certains faits, et, par conséquent, l'importance de ce qui n'est pas dit.

Dans le même manuel (page 123), on glorifie le joueur de baseball Babe Ruth, vedette américaine aimée "même au Japon". On le loue d'être sorti de la pauvreté par lui-même, utilisant son talent qui lui rapportait $80,000 par année, ce qui était supérieur au salaire du président des Etats-Unis.

Ce ne sont que deux exemples de mise en valeur de la réussite personnelle qui font assumer par l'individu seul la responsabilité d'un succès. On fait également assumer par l'individu seul la responsabilité d'un échec. Le tout contribue à désamorcer la conscience collective.

Le monde sportif est rempli d'exemples où on monte en épingle la réputation d'une vedette. Le succès personnel est valorisé d'une façon scandaleuse comparativement au succès de l'équipe. Que seraient nos vedettes du hockey sans le support du reste de l'équipe?

"A l'école on exploite trop les instincts de compétition, avec ça on arrive rarement à développer la fraternité ou la solidarité du groupe" (Témoignage d'un professeur d'éducation physique). L'opération dépistage et préparation d'éventuelles vedettes olympiques ne se fait-elle pas au détriment de l'éducation physique de l'ensemble de la population scolaire?

LA LEGITIMITE D'UNE HIERARCHIE D'INEGAUX

- Pour justifier l'exploitation d'une classe par une autre, le système a besoin de diverses catégories d'inégaux : les Noirs, les Indiens, les Esquimaux, les Femmes.

Le racisme

Dès la maternelle, on inculque déjà très subtilement à l'enfant la conviction de l'infériorité des Noirs. L'exemple de cette comptine parle par lui-même : "Un petit nègre dans une bouteille; la bouteille se casse; le petit nègre se ramasse". (7)

On propose également aux élèves de 4ième année un texte de Jean Bruchési intitulé : "la robe noire" dans lequel on qualifie les Indiens de sauvages, païens, cruels, etc.". (8)

Et, incidemment, le médecin blanc chez les esquimaux s'appelle "Petit-Bon-Dieu" (9)

- Le travail gratuit des femmes est nécessaire au bon fonctionnement du système

Infériorité de la femme

Pour le bon fonctionnement du système, il est nécessaire que les femmes continuent à faire la cuisine, laver les planchers et éduquer des enfants dans les mêmes conditions: travail nécessaire et gratuit.

Les manuels sont remplis d'histoires et d'illustrations où les garçons sont forts, courageux, sportifs, et les filles délicates, faibles, sensibles, juste bonnes à remplir des tâches ménagères.

Ceci est bien illustré par cette analyse de contenu du manuel de lecture qui était encore au programme des élèves de 2ième année il y a quelque temps. (10)

Ce manuel est axé sur la vie de l'enfant. On y présente la fillette comme aide-ménagère et le garçonnet comme un sportif ou comme un élève studieux.

On décrit les deux enfants occupés à un travail manuel:

- **la fillette** **10 fois**
- **le garçonnet** **3 fois**

On décrit les deux enfants au jeu:

- **la fillette** **4 fois**

- le garçonnet 14 fois

On décrit les deux enfants à l'étude:

- la fillette 2 fois
- le garçonnet 12 fois

Cette analyse est tirée d'un mémoire présenté par l'Alliance des professeurs de Montréal à la Commission Bird en 1968.

Autre exemple, le texte suivant qui est étudié par les enfants de 4ième année et qui montre assez bien ce que doit être la "femme idéale". "Sa maison, l'active Maite l'entretenait comme un sou neuf, frottait les vitres, repassait le linge et trouvait encore le temps d'apprendre ses leçons et de rédiger ses devoirs. Mais pour y parvenir, elle devait se lever à cinq heures comme les hommes et se coucher souvent fort tard. Aucun travail n'altérait sa bonne humeur. Malgré la fatigue, et les difficultés, elle conservait son entrain et ses clairs sourires". (11)

La femme idéale n'est jamais harassée, écoeurée, fâchée... Elle est confinée à la maison et ne participe jamais à la vie économique et politique.

La méthode Le Sablier est moins nuancée: "Occupe-toi du ménage, c'est bien assez pour toi..."(12) dit le grand sorcier au petit sorcier (décrit dans le texte comme un idiot). Par association, on rabaisse la femme par une attitude méprisante à l'égard du ménage.

La discrimination à l'endroit des femmes commence à l'école se retrouve sur le marché du travail.

A la fin du secondaire, presque deux fois plus de filles que de garçons (44.9 pour cent contre 24.7 pour cent) ont l'intention d'abandonner leurs études disant que "leurs études sont terminées". (13)

"Il semble que les jeunes filles se dirigent surtout vers les secteurs **plus spécifiquement féminins** tels le secrétariat, la carrière para-médicale, l'enseignement et les arts. Les garçons, eux, visent davantage les **études supérieures** menant à l'université et les études techniques". (14)

Comment expliquer la discrimination entre les "secteurs plus spécifiquement féminins" et les "études supérieures"? Il est sans doute opportun de s'interroger aussi sur l'origine et la signification de la "féminisation" de certaines carrières...

Rappelons finalement qu'on retrouve les effets de la discrimination féminine à l'école sur le marché du travail. Dans la Fonction publique, "selon l'aveu même

du Ministre L'Allier, permit les 40,000 travailleurs qui n'obtiennent pas le salaire minimum de $100.00 par semaine que demandent les syndicats, 36,000 (soit 90 pour cent) sont des femmes". (15)

La pauvreté

A l'école, on parle de la pauvreté en termes de malheur sur lequel il faut s'apitoyer quand on ne l'attribue pas à la paresse, à la lâcheté ou au manque d'initiative personnelle ou de débrouillardise... On n'en fait jamais l'analyse comme résultat de l'exploitation.

De plus, la pauvreté, ça se passe surtout dans le Tiers-Monde: au Québec, dans l'école, on l'ignore pudiquement.

- La pauvreté n'est jamais présentée comme résultat objectif de l'exploitation, mais comme un malheur, un accident...

"Les manuels de géographie et d'histoire traitent de tout, sauf ce qui concerne la faim, les monopoles, les systèmes politiques, le racisme". Cette affirmation faite par les enfants de Barbiana (Italie) (16) pourrait tout aussi bien être faite par les écoliers québécois. Il serait intéressant de vérifier par un test combien d'étudiants attribuent aux volcans et aux raz-de-marée la pauvreté des Vietnamiens et des Pakistanais.

Quant aux riches, ils sont bons, généreux, vertueux, ils aident le pauvre monde. Par exemple, ils patronnent des campagnes de charité (comme celle de la Fédération des Oeuvres... déductible de l'impôt! ...)

Parmi les histoires qu'on présente aux enfants de l'élémentaire, citons celle de Saint-Martin, l'homme riche qui coupe son manteau en deux pour en donner la moitié à un mendiant. (17) Il est considéré comme un grand et saint homme. Faire la charité voilà ce qui est très vertueux. On oublie cependant de dire que "le clown à qui on offre un repas de riche à l'occasion de Noël" (18) sera tout aussi pauvre par la suite.

La discipline

- La discipline fait partie du processus mis en oeuvre par l'école pour empêcher toute tentative de modifier les rapports sociaux.

La discipline scolaire comporte des règlements et sanctions qui ressemblent étrangement à ce qui attend les futurs travailleurs que l'école aura bien conditionnés à l'idée de la légitimité de la hiérarchie d'inégaux. L'école met en oeuvre un processus qui vise à empêcher toute tentative de modifier les rapports sociaux.

Les textes qui suivent, extraits de règlements actuellement en vigueur dans diverses commissions scolaires, donnent une idée assez précise de ces pratiques.

● Les règlements et les sanctions qu'on trouve à l'école ressemblent étrangement à ce qui attend le futur travailleur à l'usine et au bureau

"Il est entendu que tout étudiant doit se conformer aux exigences particulières de son école, acceptant comme règle fondamentale le respect de la décision de la direction, qui aura à juger de la situation". (19) N'en sera-t-il pas ainsi plus tard à l'usine ou au bureau?

"Quels que soient ta condition et le genre que tu veuilles donner à ta personne, deux mots doivent qualifier ton aspect extérieur: propre et convenable. "L'interprétation de "propre et convenable" te sera donnée par la direction de ton école". (20)

Tout est bon pour l'entraînement à la soumission.

"L'étudiant qui ne se conforme pas aux règles établies fait preuve d'insubordination. Il est alors suspendu de ses cours et l'accès à l'école lui est interdit."(21)

En tant que travailleur, la menace de congédiement ne le surprendra pas.

"C'est l'adaptation et l'efficacité qui permettront à l'homme de demain de se tailler une place dans la société et de progresser au plan professionnel, puisque rendement et adaptation sont des critères d'évaluation très importants de notre civilisation moderne" (22)

Rentrez dans le moule et préparez-vous à respecter les cadences.

● L'école réprime l'expression des véritables problèmes malgré les semblants de démocratie et de participation qu'on accorde aux étudiants

Les étudiants sont considérés comme des êtres irresponsables, passifs. L'école réprime l'expression des véritables problèmes, malgré les semblants de démocratie et de participation qu'on accorde aux étudiants.

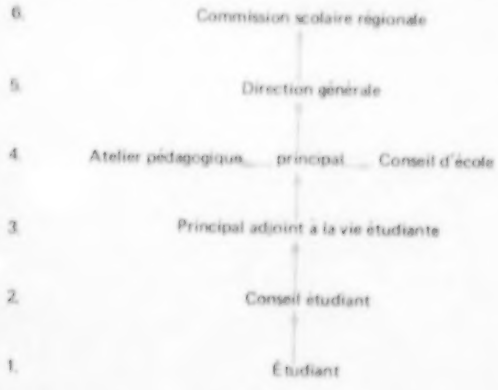
Ainsi, à la Commission Scolaire Régionale de la Côte-Nord, les étudiants sont autorisés à former un conseil étudiant mais aux conditions suivantes:

"La constitution du conseil étudiant doit être approuvée par la direction après consultation du Comité des parents, du conseil d'école et des étudiants. En cours d'opération, ces conseils étudiants maintiendront une collaboration étroite avec la direction. La direction sera avisée du lieu et de l'heure de chacune des réunions du conseil étudiant". (23)

Ceci ressemble étrangement à un syndicat de boutique!

Un autre moyen très efficace pour empêcher la réalisation d'une idée est de l'enferrer dans des structures et des procédures complexes.

Ainsi la Commission Scolaire Régionale La Vérendrye est favorable à la participation des étudiants. Cependant l'idée de l'étudiant qui "rejoint les idées d'autres étudiants" et qui "est basée sur le souci d'un dialogue de bonne foi, honnête et constant", doit suivre également les voies de l'organigramme qui suit:



(24)

Voilà des façons subtiles de prévenir la contestation et même de brimer toute velléité d'initiative.

A la Commission Scolaire Régionale Jean-Talon, "Toute activité sociale organisée par les étudiants doit recevoir l'approbation de la direction de l'école. A cet effet, un programme détaillé de l'organisation doit être soumis à la direction au moins quatre (4) semaines avant la tenue de l'événement" (25) On demande la permission d'organiser une partie de ballon et le jour de l'approbation, il pleut! ! !

On habitue ainsi les étudiants à la censure et à l'hypocrisie.

- A la Commission Scolaire Régionale Côte-Nord, "les livres, revues et journaux, de même que les disques et bandes sonores dont l'esprit est **tendancieux**... sont à bannir." (26)

- Dans une école de Dolbeau, après les événements d'octobre 1970, la bibliothèque a cessé de recevoir les journaux. Ils ont été remplacés par des coupures de journaux. (Témoignage d'un professeur).

- Et à la Commission Scolaire Régionale La Vérendrye même "le flirt et les amourettes sont défendus à l'école"... (27)

A certains endroits, la répression n'est même pas voilée:

- La contestation est réprimée

"L'étudiant qui refuserait ses cours, sortirait de l'école ou inciterait d'autres étudiants à le faire pour des raisons de contestation, serait suspendu immédiatement et pourrait encourir des sanctions très graves pouvant aller jusqu'à l'expulsion".[28] Congédiement pour activités syndicales, ça vous dit quelque chose?

- Le dossier personnel de l'étudiant: un truc à ne pas rater

Le dossier personnel de l'étudiant est également utilisé comme moyen de chantage. A titre d'exemple, les étudiants de la régionale des Vieilles Forges doivent y penser deux fois avant de contester l'establishment scolaire:

"Dossier personnel . Dans le but de stimuler les élèves soucieux du bon ordre, comme aussi de suivre de plus près ceux qui se soucieraient peu de leur comportement étudiant, chaque élève aura un dossier de comportement qui ira s'ajouter au dossier académique conservé au secrétariat de la vie étudiante. La direction de l'école se base sur ces données pour remettre les lettres de recommandation, pour appuyer les demandes de bourses d'études, etc..."[29] Le système de fiches de la police ne couvre peut-être pas encore l'ensemble de la population.

CONCLUSION

Le système capitaliste repose sur l'exploitation d'une classe majoritaire par une classe minoritaire. L'école comme les autres appareils de l'Etat contribue à maintenir et à reproduire ces rapports sociaux de domination et d'exploitation. Nous avons tenté de démontrer les mécanismes par lesquels l'école joue ses rôles d'agent de reproduction des classes sociales et d'agent de transmission de l'idéologie dominante. Nous sommes conscients du caractère embryonnaire de cette analyse, mais elle nous semble convaincante et nous souhaitons qu'elle incite les enseignants à poursuivre la démarche afin d'en arriver à comprendre complètement l'école capitaliste.

6 Les enseignants

ROUAGES DE L'ÉCOLE CAPITALISTE

- L'école se préoccupe peu de préparer les étudiants à affronter les situations réelles.

Pour transmettre l'idéologie dominante et reproduire les classes sociales, l'école met en branle une mécanique bien huilée dont les enseignants ne sont qu'un rouage.

En effet, le système scolaire actuel laisse peu de place à l'initiative des enseignants. Les programmes, les manuels, les examens leur sont imposés. Voici quelques exemples des choix qui sont faits par les autorités en place.

L'assimilation d'un véritable condensé d'exceptions grammaticales est imposée mais non la compréhension des termes d'un bail, d'un contrat, d'une convention, collective même pas d'un journal.

- Les enseignants constituent un rouage de l'école capitaliste.

Les enseignants sont contraints d'enseigner les légendes du Moyen-Age tandis que Michel Tremblay, Marie-Claire Blais, Jacques Renaud [30] sont interdits dans les programmes de littérature.

Après les événements d'octobre 1970, les professeurs d'histoire recevaient un

nouveau programme d'histoire du Canada amputé du thème "Le Québec d'aujourd'hui".

Le manuel de géographie à l'usage des étudiants du Secondaire V est intitulé "Les grandes puissances". On y vante la puissance et la magnanimité de l'entreprise capitaliste qui colonise le Tiers-Monde.

- Pas trop d'initiatives personnelles! Sinon le commissaire enquêteur

Des professeurs de catéchèse ont été mutés au département des mathématiques parce que durant leurs cours, ils parlaient trop de la pauvreté, de la faim et de la guerre, et pas assez de la messe, de la confession et de la grâce.

Et d'autres ont été congédiés pour avoir expliqué les effets de la Loi 63.

Le manuel autorisé pour l'enseignement de l'économie au Secondaire V (31) est un traité d'économie capitaliste qui indique même aux étudiants quel type de syndicalisme il faut pratiquer.

Certains nous diront sans doute que les manuels et les programmes, même s'ils véhiculent clairement l'idéologie dominante, peuvent être utilisés autrement par les enseignants, selon leur compétence et leur initiative. Aurait-on déjà oublié un certain commissaire-enquêteur?

L'enseignant est coincé entre les autorités en place qui lui disent quoi enseigner et comment enseigner, et des étudiants qui s'ennuient à des cours qui ne répondent pas à leurs besoins et ne correspondent pas à leur expérience quotidienne de la vie.

- Cinquante pour cent des étudiants ne suivent pas réellement les cours

Une enquête réalisée en mai 69 auprès de 987 étudiants révélait que 50 pour cent des élèves ne suivent pas réellement les cours. (32)

Quant aux règlements et à l'organisation générale de l'école, les enseignants sont tout au plus consultés par l'intermédiaire d'un organisme "de collaboration et de coordination" (33): le conseil d'école.

- C'est le régime de la peur

Et l'école fonctionne sous le régime de la peur. Une enseignante de l'enfance inadaptée décrivait ainsi la hiérarchie de la peur: les capitalistes font peur au gouvernement, le ministère à la Commission scolaire, la Commission scolaire au principal, le principal aux professeurs, le professeur à l'étudiant et l'étudiant donne des coups de pied au chien...

Des étudiants ont réussi malgré l'école à démasquer cette "hiérarchie de la peur" et ont commencé à s'en dégager. Des enseignants l'ont fait aussi.

Cependant, la situation qu'occupent les enseignants dans la hiérarchie sociale rend difficile leur identification claire et stable aux intérêts d'une classe.

ENTRE DEUX CLASSES

- Les enseignants occupent une position intermédiaire entre la classe capitaliste et la classe des travailleurs

Dans notre étude de la société capitaliste, nous parlons généralement de deux classes en lutte: la minorité possédante et la classe ouvrière.

Les enseignants ne peuvent être assimilés à la minorité possédante, pour ce qu'ils possèdent... Ils éprouvent également de la difficulté à s'identifier à la classe ouvrière. Il en est de même pour certains cadres dans les entreprises, les journalistes, les professionnels salariés, les permanents syndicaux, etc.

Tous occupent une position intermédiaire entre la classe capitaliste et la classe des travailleurs. Au cours de certains conflits où les abus de la classe au pouvoir sont flagrants, ces classes intermédiaires ont tendance à prendre position carrément dans le sens des intérêts des travailleurs. Cependant, lorsque l'ordre établi est quelque peu menacé, bon nombre de salariés des classes intermédiaires se portent à la sauvegarde de l'ordre établi. Il faut bien avouer que ces groupes, s'ils ne participent pas directement à l'exploitation de la classe ouvrière, sont mieux placés que bien d'autres dans la hiérarchie d'inégaux: meilleurs salaires, propreté ambiante du milieu de travail, effort physique moindre.

De plus, pour les enseignants, il ne faut pas négliger l'estime et le prestige dont la fonction est encore auréolée.

Cependant, nous croyons que la compréhension de plus en plus grande de ce qui oppose la classe ouvrière à la bourgeoisie permettra aux enseignants de se situer plus clairement dans la lutte des classes.

Conclusion:
Il faut voir clair

7

- Nous avons assisté à des manifestations concrètes de solidarité

Dans les luttes, qu'ils ont menées récemment, les enseignants se sont progressivement rapprochés du type de lutte de la classe ouvrière au Québec. Ces dernières années ils ont délaissé les ententes corporatistes pour les luttes syndicales.

Lors du conflit des secteurs public et parapublic, nous avons assisté à des manifestations de solidarité non seulement dans les discours, mais dans les actions concrètes à la base: salles de grève, lignes de piquetage, manifestations, occupations, etc...

- Il faut savoir clairement contre qui et pourquoi on lutte

Toutefois, si l'objectif final est un changement radical de la société, il ne suffit pas **d'être ensemble dans une lutte**, encore faut-il savoir clairement **contre qui on lutte et pourquoi on lutte.**

- Inventer le vrai métier d'éducateur

"Il nous appartient d'inventer le vrai métier d'éducateur en nous alignant carrément aux côtés des autres travailleurs salariés, comme nous, et ensemble de lutter pour bâtir un instrument collectif d'éducation qui réponde effectivement à nos intérêts communs et réels". (34)

Nous ne voulons pas cautionner ici l'utopie que les enseignants pourraient à eux-seuls changer le système en changeant l'école.

Cependant, contre l'ennemi commun des travailleurs, le système capitaliste, les enseignants ont leur propre lutte à mener, solidaires de la classe ouvrière.

Ils doivent lutter:

- **CONTRE la répression de l'expression des véritables problèmes des étudiants;**

- **CONTRE** toute manifestation de reproduction par l'école des rapports sociaux;
- **CONTRE** le paternalisme exercé à l'égard des enfants de milieux dits défavorisés;
- **CONTRE** la condition d'infériorité dans laquelle sont maintenus les professeurs et les étudiants du secteur professionnel;
- **CONTRE** l'état d'infériorité dans lequel on maintient les femmes;
- **CONTRE** le pouvoir arbitraire et abusif des autorités;
- **CONTRE** toute forme de collaboration avec le pouvoir en place;
- **CONTRE** le régime de peur que maintient l'école;
- **POUR** le droit des étudiants à la parole, à l'action, à la responsabilité;
- **POUR** le droit des enseignants dans l'école à exprimer leurs opinions sociales ou politiques;
- **POUR** la prise en charge de l'école par ceux qui y ont des intérêts: étudiants, enseignants, personnel de bureau, personnel d'entretien, parents.

Le Livre blanc de l'action socio-politique de la CEQ proposait la création d'un réseau de militants. Nous croyons que ce réseau ne pourra se développer sans la formation de noyaux de militants dans les écoles (milieu de travail).

Et nous croyons que les conditions suivantes sont essentielles pour mener dans l'école des luttes efficaces contre "l'ennemi commun":

- la compréhension des mécanismes d'exploitation de la société capitaliste;
- la poursuite de l'analyse du rôle de l'école dans la transmission de l'idéologie dominante et dans la reproduction des classes sociales;
- la collaboration des enseignants avec les étudiants et les autres travailleurs afin de définir un nouveau type d'école adaptée aux besoins réels de la classe des travailleurs;

- la collaboration des enseignants avec tous les travailleurs afin de définir de plus en plus clairement le projet de société égalitaire, sans classe, auquel de plus en plus de travailleurs aspirent, et les moyens d'y arriver;

- une solide organisation à la base, dans les milieux de travail, afin de mener les luttes nécessaires à la réalisation de l'objectif final.

Plus concrètement, tout en poursuivant l'analyse de la société et de l'école capitaliste, les enseignants engagés dans la lutte pourraient:

- intervenir aux assemblées générales de l'école pour y faire connaître leurs positions sur tous les problèmes de l'école, qu'il s'agisse de problèmes d'ordre pédagogique, d'ordre disciplinaire ou d'ordre administratif;

- se donner les moyens matériels de diffuser leurs analyses de l'école: journal, bulletins de liaison, moyens audio-visuels, etc...

- intervenir activement aux activités de leur syndicat et là encore développer et faire connaître leurs positions;

- orienter les débats des journées pédagogiques afin d'amener les enseignants à comprendre le rôle de l'école dans la société capitaliste et celui des enseignants dans l'école capitaliste;

- entretenir des liens actifs avec le conseil étudiant, le personnel de bureau et le personnel d'entretien dans les luttes à mener pour un changement radical de la société.

Décisions

8 DU XXIIe CONGRES DE LA CEQ

50. A - Que la Corporation des enseignants du Québec distribue à tous ses membres le dossier "L'École au service de la classe dominante" et qu'elle leur en facilite l'analyse.

B - Qu'avant toute divulgation du dossier "L'École au service de la classe dominante", l'équipe socio-politique s'engage à corriger certaines erreurs* de faits qui lui seront indiquées par les syndicats avant le 30 septembre 1972.

DEMONTRER QUE L'ECOLE ACTUELLE REPRODUIT LES INEGALITES SOCIALES

51. Que la CEQ constate et saisisse toutes les occasions de dénoncer et démontrer les conséquences socialement néfastes de la transmission de l'idéologie capitaliste par l'école et qu'à cette fin, elle fasse sien le dossier "L'École au service de la classe dominante" et s'engage à le faire connaître à tous ses membres à la base afin que ces derniers puissent exprimer leur opinion.

52. Que la CEQ dénonce et combatte la collaboration active de l'école au maintien de l'exploitation de la classe des travailleurs.

53. Que la CEQ invite ses syndicats à reviser leur politique de participation ainsi que leur structure locale d'action afin d'éviter la division et la dispersion des enseignants au niveau de l'école.

54. A - Que la CEQ prenne les mesures néces-

* Les auteurs n'ont pas reçu "D'ERREURS DE FAITS", de la part des syndicats. Le présent texte est intégralement celui qui a été présenté au XXIIe Congrès.

saires pour démasquer la pseudo-démocratisation de l'école et l'existence de deux systèmes d'éducation au Québec, l'un privé pour les privilégiés, l'autre public pour le monde "ordinaire".

B - Que la CEQ dénonce et prenne les mesures nécessaires pour que cesse le versement de subventions aux institutions privées d'enseignement.

C - Que, parallèlement, la CEQ entreprenne une campagne publicitaire d'information sur l'injustice sociale que constitue ce régime de subventions.

... RENFORCE L'EXPLOITATION

55. Que la CEQ, dans ses prises de position concernant l'école, combatte toute décision, méthode, programme ou initiative pédagogique servant à perpétuer le système capitaliste.

56. Que la CEQ entreprenne l'inventaire critique des expériences pédagogiques faites sous l'initiative des enseignants et diffuse les informations recueillies.

METTRE EN PLACE DES STRUCTURES D'ACTION DANS CHAQUE RÉGION

57. Que la CEQ incite ses membres à la mise sur pied, dans leur milieu de travail, de comités d'action politique enseignants-étudiants-personnel de bureau-personnel d'entretien-parents.

58. Que la CEQ mette à la disposition des comités d'action politique des moyens techniques de communication permettant aux militants d'échanger leurs recherches et leurs expériences d'action, en vue de favoriser concrètement le développement du réseau de militants.

59. Que la CEQ mette en marche une analyse très sérieuse du système de notes, bulletins, dossiers cumulatifs, tests, règlements, etc... avec les étudiants et/ou les parents s'il y a lieu, afin de vérifier comment ils favorisent la classe dominante et font accepter à la classe dominée sa domination.

ANALYSER LES FORMES DE CONTROLE

60. A - Que la CEQ travaille avec les parents et les étudiants à la transformation des formes de contrôle imposées par le ministère de l'Éducation (bulletins, dossiers cumulatifs, examens, etc...), selon les résultats de l'analyse prévue à la résolution 59.

B - Que la CEQ fasse la recommandation au Conseil pédagogique interdisciplinaire de travailler dans le même sens.

61. Que la CEQ encourage les syndicats locaux à profiter des journées d'étude et de planification pour faire prendre conscience aux enseignants du rôle de l'école et de leur rôle dans le système capitaliste. Qu'à cette fin, la CEQ fournisse aux syndicats locaux les documents requis.

PROMOUVOIR L'AUTOGESTION

62. Que la CEQ voit à promouvoir l'autogestion dans les écoles et à tous les paliers du système, et qu'à cette fin la CEQ favorise tous les moyens techniques nécessaires pour assurer dès maintenant l'autogestion dans un certain nombre d'écoles pilotes.

COMITES CONSULTATIFS

63. A - Que la CEQ incite les syndicats à lutter contre les divers comités de collaboration au niveau de l'école et de la commission scolaire.

B - Que la CEQ incite les syndicats et les enseignants à remplacer les comités de type consultatif par des comités autogestionnaires enseignants et/ou étudiants et/ou parents au niveau de l'école et de la commission scolaire.

C - Que la CEQ invite les syndicats à se retirer de tous ces organismes strictement consultatifs aux niveaux régional et local (école).

COMMISSION D'ENQUETE

64. A - Que l'analyse du rôle de l'école et de l'enseignant dans la société capitaliste soit poursuivie. Qu'à cette fin, une commission d'enquête genre CESGAP (formée d'une équipe de chercheurs

et d'une équipe-terrain) soit mise sur pied.

B - Que le travail soit fait avec la collaboration des enseignants à la base et du Comité d'action sociale.

C - Que le dossier "L'École au service de la classe dominante" soit utilisé sur le terrain et par les chercheurs, comme instrument de base, pendant toute la durée de l'étude.

D - Qu'une diffusion en librairie du rapport soit assurée.

ORGANISMES AFFILIÉS

65. Que la CEQ invite ses organismes affiliés à mettre sur pied et à structurer un programme qui sera axé uniquement sur la vie socio-politique et la politisation du milieu et ce, en concordance avec le programme socio-politique de la centrale.

RÈGLEMENT NUMÉRO 2

66. Que la CEQ dénonce l'ignominie du Règlement numéro 2 du Comité catholique du Conseil supérieur de l'Éducation et demande que ce règlement soit abrogé de façon à ce que l'élève ait le libre choix du cours dans la section formation de la personne.

Annexe

"QUI S'INSTRUIT ENRICHIT LES PATRONS"

L'école coûte cher, on commence à le savoir, depuis le temps qu'on nous rabat les oreilles avec la part importante du budget national qui y est consacrée. En arrondissant, on arrive autour de 26 pour cent du budget (pour 1971-72, prévisions: "éducation, culture et récréation," 31 pour cent). Ce coûte cher, d'accord, mais qui paye? Cette question est particulièrement pertinente car en même temps qu'on nous répète que l'école coûte cher, on nous dit dans l'autre oreille que l'école est gratuite ou presque gratuite pour tout le monde. (Support matériel du mythe de l'égalité de tous devant l'école).

Donc, voyons de plus près qui paye l'école.

SOURCES DE FINANCEMENT

- **Taxes scolaires**
- **Subventions gouvernementales**

1 - Taxes scolaires

1.1 Taxe foncière sur la propriété privée

Même si cette taxe s'adresse directement aux propriétaires, il ne faut pas oublier qu'en fait, les locataires le supportent indirectement car il est évident que les propriétaires la répercutent sur le prix des loyers.

Par ailleurs, comme le taux de cette taxe est uniforme, les petits propriétaires de maison unifamiliale à revenus moyens ressentent le coût de cette taxe plus durement que d'autres catégories de propriétaires. Il suffit de jeter un coup d'oeil au tableau suivant pour s'en convaincre.

Évaluation de la maison	Taux de l'impôt foncier (uniforme)	Coût total de l'impôt foncier	Salaire annuel du propriétaire	Proportion salaire / Coût impôt
$25,000.00	$1.50 / 100	$375.00	$50,000.00	.0075
$12,500.00	$1.50 / 100	$187.50	$ 5,000.00	.0375

Dans notre exemple, l'ouvrier paie proportionnellement 5 fois plus cher (.0075 x 5 = .0375) et gagne 10 fois moins cher ($50,000.00 ÷ $5,000.00 = 10); ce qui nous donne un indice d'injustice de 50 (10 x 5 = 50). . .[36]

1.2 Taxe sur la propriété d'entreprise

Ceux qui possèdent les moyens de production (les entreprises) nous ont habitués à répercuter tous leurs frais sur le prix de vente des biens qu'ils mettent sur le marché. Cette taxe, c'est donc comme consommateurs que les travailleurs et l'ensemble des salariés en paient la note.

La taxe scolaire couvrait environ la moitié du budget scolaire de l'année 1968/69.[36] En 1970, elle couvrait le tiers.[37] Moitié il y a quelques années ou tiers maintenant, il est clair que cette partie du budget scolaire est payée presque totalement par les travailleurs et par l'ensemble des salariés.

2 - Subventions gouvernementales

L'argent du gouvernement ne tombe pas du ciel comme la neige en hiver. Pour savoir qui paye les subventions, il faut voir d'où vient le revenu du gouvernement.

2.1 Revenus fiscaux du Gouvernement (les 2/3 de son revenu)

2.1.1 Impôts sur les revenus des particuliers [38]

C'est le seul impôt progressif, donc, en principe, il tient compte de la capacité de payer des individus. Cependant, on sait depuis longtemps que ceux qui ont les plus gros revenus ont bien des tours dans leur sac pour en cacher le plus possible. Mais, le plus important, c'est que les travailleurs et l'ensemble des salariés composent la très grande majorité de la population et par conséquent, ce sont eux qui fournissent la presque totalité de cette partie du revenu du gouvernement. Ces impôts représentent 41.7 pour cent des revenus fiscaux du gouvernement et au cours des dix dernières années, ils ont progressé dans un rapport de 1 à 11.

2.1.2 Taxes de vente

Cette taxe fournit 44.6 pour cent des revenus fiscaux du gouvernement et a quadruplé depuis dix ans.

Par définition, ces taxes touchent les consommateurs, or, une fois de plus, la très grande majorité se compose des travailleurs et de l'ensemble des salariés; de plus, ces mêmes taxes

touchent surtout les gens dont les revenus servent entièrement à la consommation, c'est-à-dire ceux qui gagnent le moins.

Ces chiffres parlent par eux-mêmes, les travailleurs et l'ensemble des salariés payent 87 pour cent des revenus fiscaux du gouvernement, c'est donc eux qui payent l'école. Les autres...

2.1.3 Impôts sur les revenus des corporations

Ces impôts ne fournissent que 10.8 pour cent des revenus fiscaux du gouvernement et ils n'ont augmenté que dans le rapport de 1 à 1.5 depuis dix ans.

Mais là encore, pas d'illusions, les revenus des corporations sont le résultat de l'exploitation des travailleurs, on voit donc difficilement comment la part qui sert à payer des impôts ne l'exploiterait pas du même processus.

2.1.4 Impôts sur les successions

Deux (2) pour cent des revenus fiscaux, progression de 1.8 depuis dix ans.

2.2 Revenus parafiscaux

2.2.1 Sources:
- frais d'immatriculation
- exploitation des richesses naturelles
- commerce des spiritueux
- exploitation des loteries (sorte d'impôt volontaire)

Pas besoin de grandes démonstrations, il est clair que là encore les travailleurs et l'ensemble des salariés fournissent la presque totalité de ce revenu, il n'y a qu'à regarder les prix.

2.3 Transferts fiscaux du fédéral

Comme les revenus du gouvernement fédéral proviennent aussi en presque totalité des travailleurs et de l'ensemble des salariés, cette source de revenus du gouvernement provincial ne change pas la source réelle de ces revenus.

2.4 L'emprunt

Faudra bien rembourser un jour et avec intérêts, l'argent viendra une fois de plus des mêmes poches.

2.5 Autres revenus autonomes

Il s'agit des revenus provenant de la vente des services comme l'électricité (Hydro-Québec), donc, c'est le public qui paye (la très grande majorité) et le public, c'est encore les travailleurs et l'ensemble des salariés.

Donc, quelle que soit la proportion du financement de l'école qui provienne des subventions gouvernementales, au bout de la ligne on sait qui paye: les travailleurs et l'ensemble des salariés, dont on peut dire sans risque de se tromper qu'ils fournissent entre 85 pour cent et 90 pour cent du revenu du gouvernement et ces estimations sont modestes.

A QUI PROFITE L'ÉCOLE

Un petit coup d'oeil sur le développement de l'appareil scolaire nous apprend vite qu'il a été précédé par le développement de l'industrialisation. En effet, c'est bien après les débuts de l'industrialisation que l'école est devenue obligatoire: 1943. De même, le "boum" d'après la dernière guerre n'a eu d'effets sur l'école que dans les années 1960: réforme Parent.

Ces données sont évidemment sommaires, mais elles suffisent ici car ce qui nous intéresse, c'est de savoir à qui profite le développement de l'école. A propos du développement industriel, il faut voir clairement qu'en régime capitaliste, le développement industriel correspond étroitement à la possibilité pour les capitalistes de faire de plus en plus de profits, et ce but ne peut être atteint autrement que par l'exploitation des travailleurs. Développer l'école dans le développement du capitalisme ne peut correspondre qu'à un développement de l'exploitation des travailleurs. Il est évident que ceux qui pensent que ce qui est bon pour "Général

Motors" est bon pour tout le monde ne seront pas d'accord avec nous. Par contre, ceux qui comme nous pensent que les intérêts des travailleurs sont opposés à ceux des capitalistes, conviendront que l'école est directement liée à la satisfaction des besoins *du* main-d'oeuvre, et non pas aux besoins de la main-d'oeuvre.

C'est maintenant un fait constaté que la "qui s'instruit s'enrichit" ne s'applique pas par exemple à la masse des jeunes qui sortent des écoles pour aller grossir l'armée de réserve industrielle des chômeurs et des assistés sociaux. Il ne s'applique pas davantage à ceux qui vont grossir la masse des travailleurs exploités. Pour être plus en accord avec la réalité, il faudrait dire "qui s'instruit enrichit les patrons".

En effet, l'économie capitaliste stagne, régresse ou se développe en fonction de la possibilité pour les capitalistes d'augmenter leurs profits. Quand elle se développe donc qu'il est possible d'augmenter les profits, il peut arriver que les entreprises aient besoin de main-d'oeuvre de plus en plus qualifiée, main-d'oeuvre qui ne sera pas plus à l'abri du chômage que la main-d'oeuvre non qualifiée en période de stagnation ou de récession, et même à une étape ultérieure du développement capitaliste, quand la qualification deviendra pérmée. (Cf. La Presse et Radio-Canada).

Le mythe de la promotion sociale par la démocratisation de l'enseignement, de même que le mythe de l'égalité des chances par la soi-disant gratuité n'ont pas changé les résultats concrets de l'école. L'accession de quelques individus à des postes d'encadrement ne suffit pas pour cacher le maintien des classes sociales et le rôle que joue l'école pour assurer la reproduction de ces classes sociales.

Or, nous l'avons vu, ce sont les travailleurs et l'ensemble des salariés qui paient les coût de l'école, ils paient donc pour que leurs enfants continuent à enrichir les capitalistes, ils paient pour enrichir les patrons.

Notes bibliographiques

(1): Ne comptons que sur nos propres moyens, CSN, p. 84
(2): Conférence de presse de Jean Marchand, 29 juin 1971
(3): Le Sablier, 1ère année page 11. C'est nous qui avons souligné
(4): Rapport du ministre de l'Éducation, 1968-69, page 52. C'est nous qui avons souligné
(5): L'Éducation au Québec en 1971, Gouvernement du Québec, MEQ, pp. 170 et 171
(6): Modern American English, Lado, Series III, p. 40
(7): La pré-lecture, 1ère partie, méthode Le Sablier, Webel, Lorraine, Ed.
(8): Mes plus belles histoires, M. Gosselin, C.P.P. 1960
(9): Le Sablier, 3ième année, page 65
(10): Marguerite Forest et Madeleine Ouimet, Mon deuxième livre de lecture
(11): Le langage à l'école active, 2e livre, C.E.C., 1968, p. 68
(12): Le Sablier, 3ième année, p. 33
(13): Rapport de l'enquête sur les projets d'orientation des finissants des écoles secondaires avril 1970, MEQ, pp. 25-27
(14): Rapport de l'enquête sur les projets d'orientation des finissants des écoles secondaires avril 1970, MEQ p. 60
(15): Québec-Presse, 23 avril 1972, page 4
(16): Lettre à une maîtresse d'école, par les enfants de Barbiana, Ed. Mercure de France, 1968, p. 165
(17): Le Sablier, 1ère année, page 19
(18): La lecture à l'école active, 2e livre, Mme Picard, M. Brandicourt, C.E.C., 1968, p. 62
(19): Le Pilotin, C.S.R. Orléans, p. 12
(20): Guide de la vie étudiante, C.S.R. Salaberry, p. 10
(21): Guide général 70-71, C.S.R., Estrie, p. 87
(22): Code d'Éthique des étudiants, C.S.R., Bas Saint-Laurent, p. 4
(23): Guide de la vie étudiante, C.S.R. Côte-Nord, septembre 1971, pp. 8-9
(24): Guide de l'étudiant, C.S.R. La Vérendrye, p. 32
(25): Guide de l'étudiant, C.S.R. Jean-Talon, p. 18
(26): Guide de la vie étudiante, C.S.R. Côte-Nord, septembre 1971, p. 12
(27): Guide de l'étudiant, C.S.R. La Vérendrye, p. 36
(28): Code d'éthique des étudiants, C.S.R. Bas Saint-Laurent, p. 7
(29): Guide de l'étudiant, C.S.R. des Vieilles-Forges, septembre 1971, p. 10
(30): Cf. l'incident de Saint-Hyacinthe au sujet de l'oeuvre "Le Cassé"
(31): Les ravages de l'économie par le Père Emile Bouvier
(32): "La question posée était : Comment vous comportez-vous pendant les cours? et la réponse

- je suis distrait	43.0 pour cent
- je suis attentif	30.9 pour cent
- je demande des explications	18.7 pour cent
- je dérange	7.1 pour cent

(33): Entente 69-71, clause 4-2.02
(34): Livre Blanc, CEQ, p. 7
(35): "Le financement du système scolaire au Québec", document non publié, page 40
(36): Rapport du ministre de l'Éducation 1968-69
(37): "L'École et société au Québec", Ed. H.N. HM. Montréal 1970, article de S.F. Whyte, directeur du financement au ministère de l'Éducation, pp. 177-178
(38): L'analyse des revenus du gouvernement est tirée du document : "La situation du gouvernement du Québec dans les affaires économiques de la province, CEQ, CSN, FTQ, octobre 1971.

ATELIER D'IMPRESSION

Dossier adopté au XXIIIe Congrès de la CEQ
A72-CO2 , Juin 1972